



Le Baromètre social des Assises Internationales du Journalisme et de l'Information

Edition 2014

Jean-Marie Charon, sociologue des médias

"L'EMPLOI DES JOURNALISTES DANS LA TOURMENTE"

Nombre de titulaires de la carte de presse :

Sur la période mi-2012 / mi-2014, le nombre de journalistes titulaires de la carte de presse baisse. Il est de 36 907, soit 624 de moins qu'en 2009, l'année où ce nombre fut le plus élevé (37 531). Nous revenons au niveau d'avant 2006. Soit un recul beaucoup plus modeste que dans la plupart des pays industrialisés, avec un recul de -1,6%, alors qu'il fut de l'ordre de 30% aux Etats Unis ou en Espagne.

Ce très lent recul de l'effectif global est difficile à expliquer au regard des principaux événements qui concernent l'emploi de l'année qui vient de s'écouler et des années précédentes, qui donnent l'image de mouvements de plus grande amplitude.

Attention ce baromètre annuel ne prétend pas offrir un état statistique de l'emploi des journalistes. Depuis l'origine l'ambition est plus modeste : faire ressortir des tendances dans l'évolution de l'emploi des journalistes, à partir des principaux « événements » survenus au cours de l'année (soit entre deux éditions des Assises du journalisme). Ces « événements » sont des plans de départ, des clauses de cession non reconduites ou à l'inverse des créations (d'où le focus de cette année sur les pure players d'information).

Les chiffres pris en compte par ce baromètre sont à manier avec prudence. Ils proviennent des annonces, qui précèdent des négociations, qui pourront limiter ou amplifier leur réalité.

Ce baromètre est un indicateur – parmi d'autre – de l'activité des journalistes en France et en même temps des transformations que connaissent les entreprises de médias.

Les principaux événements par média :

Presse Quotidienne Nationale.

A l'exception de *La Croix*, tous les titres de PQN auront été concernés par des plans sociaux ces dernières années. Pour 2013 et 2014, deux titres connaissent des diminutions sensibles d'effectifs.

Libération : Suite au changement d'actionnariat, clauses cession et plan de départ : 50 départs étaient prévus chez les journalistes. Il y aurait 60 candidats sur une rédaction de 180 (soit le tiers).

20 Minutes : suppression de 13 postes (service photo), soit 11 licenciements.

Presse Quotidienne Régionale.

En PQR on retrouve un certain nombre de plans annoncés l'an dernier. Certains se trouvent durcis, sans compter l'effet des départs naturels, partiellement ou pas remplacés, avec en plus, de nouveau, des défaillances presque toutes liées à la déliquescence du Groupe Hersant Médias.

Groupe Nice Matin : Plan de reprise prévoyant de 169 à 456 suppressions, combien de journalistes ? La fourchette (selon sources internes) serait entre 33 (SCIC) et 93 (Rossel) sur 232, soit de 14% à 40% de la rédaction. Décision du tribunal de commerce reportée au 23 octobre.

La Provence : Suite à son rachat par Bernard Tapie, il y aurait 40 clauses de cessions, non remplacées (sur 200 journalistes) [20%]

Journaux du midi : Il y aurait, au moins, 10 clause de cession à Midi Libre (source interne), liées à sa reprise par le groupe La Dépêche, qui font suite au plan d'économie de 2013, avec fermeture des agences Carcassonne, Narbonne et Rodez, soit de 35 à 40 CDD de journalistes et un plan de départ de 68 journalistes, précédemment.

La Dépêche du midi : Au terme du plan 2013-2015, départ de 8 journalistes. De 2008 à 2013 le groupe aurait perdu 54 postes de journalistes, non remplacés (pour une rédaction de 200 journalistes (>20%).

Sud-Ouest : Suite à plusieurs années de pertes, le plan de départs volontaires (126 salariés / 981) se solde par le départ de 25 journalistes pour une rédaction de 287 (près de 10%).

Centre France – La Montagne : 37 postes de journalistes sont supprimés dans le groupe (sur 500), dont 14 à La Montagne (sur 200).

Voix du Nord : arrêt de Nordway et diminution d'effectif à Version Fémina : 2 fois deux postes de journalistes, remplaçant départs en retraite du quotidien. Rappelons qu'après les fusions imprimé/numérique et Voix du Nord/Nord Eclaire un accord direction – syndicat fixait l'effectif de la rédaction à 365 journalistes, cependant les départs naturels non remplacés se situeraient de source syndicale à 15, une trentaine devant s'y rajouter d'ici deux ans.

France Antilles Martinique : un Plan de Sauvegarde de l'Emploi de 30 à 40 emplois (sur 200) est lancé, suite au placement en redressement judiciaire du titre de GHM.

Nouvelles de Tahiti : Le titre s'arrête, après sa cession par le groupe Hersant Médias. Il employait 15 journalistes.

EBRA : Arrêt du Pays de Belfort, soit suppression de 19 postes de journalistes, ceux-ci étant redéployés dans le groupe sur des postes non remplacés de clauses de cession (2012). Soit pour le groupe EBRA, suite aux clauses de cession 2010 (Rhône Alpes) et 2012 (Est) le non remplacement de 190 journalistes (80 + 110).

Soit au minimum 224 journalistes qui quitteraient la PQR, si l'on s'en tient aux fourchettes basses. Un peu plus de 289 si l'on prend la fourchette haute.

Pratiquement tous les groupes auront connu leurs plans de départ (voire plusieurs : journaux du midi) ou clauses de cession, dans la dernière décennie. Seuls à l'Ouest, *Le Télégramme* et *Ouest-France* ont réussi à geler leurs effectifs de journalistes. Marcel Quiviger à la CNMJ regrettait l'absence d'embauche au Télégramme depuis 3 ans).

Presse magazine :

La presse magazine connaît un véritable trou d'air (diffusion et publicité), mal anticipé (pour ce qui est de la diversification numérique, d'où des mouvements qui concernent tout un éventail de titres et de groupes, considérés comme insuffisamment rentables, voire déficitaires).

Lagardère Active : Restructurations, cessions de titres ont conduit à un plan de départ de 120 journalistes.

Mondadori France : Economies à tous les étages, suite à des pertes importantes en 2013 (185 M€). Soit un plan triennal d'adaptation des structures, avec déménagements (215 salariés), et un plan de départs volontaires qui pour 2014 comprend 28 journalistes (sur un effectif de 450). Affirmation d'une volonté d'embaucher de nouveaux profils permettant d'accélérer la mutation vers le numérique (rédactions bi médias).

Express-Roularta : Le plan de sauvegarde de l'emploi concerne 53 journalistes (dont 13 à l'Entreprise, 8 à l'Express, 10 à Côté Maison, 3 à l'Expansion, etc.).

Nouvel Observateur : suite à sa reprise par la holding Le Monde Libre, il y aurait 35 clauses de cessions prévues à la rédaction (source interne). A noter également 4 clauses également à Rue89.

Sélection Reader Digest : La reprise par CIL France (SAPE) se solde par la suppression de 8 postes de journalistes (délocalisés en Espagne).

Voiles et voiliers : Sipa-Ouest-France rapatrie le titre à Rennes après suppression de 15 emplois sur 29. 3 journalistes quittent la rédaction de 11 personnes.

Presse technique et professionnelle :

ISH – Groupe Le Moniteur : 43 clauses de cessions, ainsi que des pigistes, découlent du rachat par Infopro Digital.

NewsMed / Wolters Kluwer France : suite à la cession du pôle santé de WKF à NewsMed, un plan social d'une quarantaine de postes est en cours. Combien de journalistes ?

Nouvelle Vie Ouvrière : Situation très difficile, « au bord du dépôt de bilan », rejet d'un plan prévoyant 15 départs de journalistes.

Télévision :

Deux gros points d'interrogation concernant les poids lourds du secteur : France Télévision et LCI.

LCI : Une annonce faite par TF1, selon laquelle 148 postes seraient supprimés dans le groupe TF1, soit 81 à TF1, 58 (sur 98) à LCI et 9 à e-TF1, sans que le nombre de postes de journalistes soit précisé. Les choses apparaissant gelées, dans l'attente des résultats du recours en Conseil d'Etat (d'ici fin octobre), voire d'une hypothétique cession au trio BNP.

France TV : Poursuite du plan de départs volontaires qui court jusqu'à décembre 2015 et concerne 340 postes, mais peu de journalistes, selon la direction. Parmi eux, 28 journalistes de AITV. Négociation plus que difficile aux résultats incertains.

Une multiplicité d'annonces inquiétantes concernant les télévisions locales.

Télésonne : fermeture de la chaîne, parmi les historiques de la TV locale en France (1989), qui employait 10 salariés.

TV8 Mont Blanc : autre historique (également 1989), licencie le tiers de son effectif (22 salariés).

VooTV : liquidation de la télévision dijonnaise, qui employait 7 salariés.

Antenne Télévision Guyane : Mise en redressement judiciaire.

Opal TV : cession à STM (filiale de la Voix du Nord), après plan social et départ de 7 salariés.

Focus numérique :

Il s'agit là d'une réalité extrêmement mouvante, dont il est à ce jour quasiment impossible de préciser les contours exacts comme le montrent les difficultés de l'Observatoire des métiers de la presse à l'appréhender.

Il y a bien des équipes importantes au Monde.fr ou au Figaro.fr qui font état de plusieurs dizaines de journalistes, d'autres en revanche invoquent la fusion des rédactions bimédia pour ne plus donner aucun chiffre.

Aussi était-il tentant de s'essayer à un focus sur les pure players avec la difficulté de cerner un périmètre pertinent, celui des éditeurs de presse en ligne d'information générale.

Sites locaux :

Grande instabilité de ce segment de média, avec :

Les fermetures de Carré d'info, Le Téléscope (Amiens), MyGlobalBordeaux (2 journalistes permanents + 2 pigistes), Rennes1720, l'absorption du Grand-Rouen par 76 Atu.

Les lancements de nouveaux sites : LeMiroirMag (Dijon) [3 journalistes temps partiels], 37degrémag (Tours) : [1 journaliste/éditeur + 2 pigistes], 8^e-etage, Archannad.eu (St Brieuc), Go'Net, Citypost, chezAbert, (tous les trois à Marseille), etc.

Des sites qui s'installent : Marsactu / Marseco (5+2 CP pour carte de presse), Rue89-Lyon (3 CP), Rue89-Strasbourg (2 CP), 76 Actu (2 CP), Aqui (3 CP),...

Sites d'information générale nationaux :

Le nombre de sites se stabilise, après l'arrêt de QuoiInfo et de Owni.

Arrêt sur Images (5 CP), Atlantico (15 ETP), HuffingtonPost (12 CP en 2013 porté à 20 en 2014), Médiapart (34 CP), Newsring (7 CP), Rue89 (19 cartes de presse), Slate / Slate Afrique (9+1 CP), ...

Soit de l'ordre de 110 journalistes. En fait des structures aux constructions souvent assez atypiques (associant stagiaires, pigistes plus ou moins réguliers et bien sûr un noyau de temps plein qui progresse) dont la taille médiane tend à augmenter pour se situer entre 15 et 20, soit de l'ordre de 5 de plus qu'il y a seulement 2 à 3 ans.

Conclusion :

Il faut noter la fragilité des médias en région (TV locales et pure players) face à une PQR qui elle-même connaît des moments difficiles.

Au-delà des chiffres une thématique traverse l'ensemble des médias et entreprises, soit la multiplication de plans de départs et clauses de cession, afin de faire partir les journalistes les plus âgés ou les moins aptes aux transformations en cours. L'intention est affichée de pouvoir embaucher des journalistes moins nombreux, plus jeunes, aux compétences et dispositions en phase avec les nouveaux développements et organisation, liés au numérique (comme le soulignait la communication de Fabienne Mercier de Luze, DRH Mondadori, 5^{ème} CNMJ).

Réalisé avec le concours de la Correspondance de la presse, des syndicats SNJ, CFDT journalistes, de l'Observatoire des métiers de la presse et nombreuses sources au sein des entreprises.